

CONTACT



Bulletin de la Nouvelle Société Helvétique Mitteilungen der Neuen Helvetischen Gesellschaft

Chers membres de la NSH

L'année 2006 sera décisive pour la NSH. Pour le thème «Quel avenir pour la NSH?», Corinne de Tscharnier fait dans la présente livraison (page 3) le compte rendu d'une première réunion commune des délégations NSH et Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz (RS-TS), au cours de laquelle ont été examinées et discutées les possibilités concrètes de fusion entre nos deux organisations.

Qu'est-ce qui parle en faveur d'une fusion avec les RS-TS?

- *il existe une pléthore d'organisations, poursuivant des objectifs identiques ou semblables, qui se font concurrence aux plans financier, sociétariat et thématique;*
- *les structures des RS-TS et de la NSH sont complémentaires, si bien que leur mise en commun les consoliderait tant au niveau central que local;*
- *la fusion permettrait le développement de synergies en matière de coûts, d'administration, de recrutement des membres, de personnel et de recherche de «sponsors»;*
- *une organisation plus grande et dotée de plus de moyens a de meilleures chances de se faire entendre de l'opinion publique et d'exercer une influence constructive.*

En d'autres termes, dans une période de sociétariat déclinant et de finances précaires, nous pourrions, ensemble, gagner en force, faire porter plus loin notre voix, dans une optique de compréhension réciproque et de «sens civique», dans les débats d'intérêt national; nous gagnerions en rayonnement et en visibilité.

J'espère pouvoir adresser aux Groupes, au

Liebe NHG-Mitglieder

Das Jahr 2006 wird für die NHG ein entscheidendes Jahr werden. Zum Thema «Welche Zukunft für die NHG» finden Sie im hier vorliegenden Heft auf Seite 3 einen weiteren Bericht von Corinne de Tscharnier über eine erste gemeinsame Sitzung von Delegationen von NHG und Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz (RS-TS), an welcher wir konkret die Möglichkeiten einer Fusion der beiden Organisationen diskutiert und geprüft haben.

Was spricht für eine Fusion mit RS-TS?

- *Es gibt zu viele Organisationen mit gleichen oder ähnlichen Zielsetzungen, die sich gegenseitig die Finanzen, die Mitglieder und die Themen streitig machen.*
- *RS-TS und NHG würden sich in ihren Strukturen gut ergänzen, sowohl die Gruppenebene wie die schweizerische Ebene würden gestärkt.*
- *Synergien ergäben sich bei den Kosten, der Administration, bei der Mitgliederwerbung, beim Personal und bei der Sponsorensuche.*
- *Eine grössere und potentere Organisation hat bessere Chancen, von der Öffentlichkeit überhaupt wahrgenommen zu werden und gestaltend Einfluss zu nehmen.*

Mit andern Worten: In einer Zeit der schwindenden Mitgliederzahlen und der sehr prekären Finanzen könnten wir zusammen stärker werden, eine kräftigere Stimme der Verständigung und des «Bürgersinns» in der nationalen Debatte werden, wir könnten an Ausstrahlung gewinnen und besser wahrgenommen werden.

Ich hoffe, dass wir Anfang April den NHG-Gruppen die nötigen Unterlagen zustellen kön-

début d'avril, les documents qui permettront à ceux-ci de mener en leur sein une vaste discussion sur ce projet; je suis, bien sûr, à la disposition des différents Groupes pour en parler avec eux.

Lors de l'Assemblée des délégués du 12 mai prochain, à Aarau, le signal passera au vert – ou au rouge – après discussion exhaustive de tous les aspects d'une fusion. Si les délégués décident de poursuivre les travaux en cours, une Assemblée des délégués extraordinaire, convoquée après les vacances d'été, devrait entériner la décision de fusion; la nouvelle organisation pourrait, dès lors, être fondée aux environs du mois de novembre et entrer en activité au 1er janvier 2007.

La nouvelle organisation aura besoin d'un nom, qui, d'une part, reflète son programme d'action et, d'autre part, contienne, sous une forme ou sous une autre, les deux anciens noms (NSH et, pour le moins, RS). J'accueille volontiers vos propositions.

Il va sans dire que les activités habituelles de la NSH se poursuivent normalement cette année aussi. Notre prochain Colloque NSH aura lieu à Aarau, le 13 mai; il inaugurera une série de manifestations coordonnées par le Forum Helveticum, série à laquelle participent sept organisations, chacune par une manifestation dans une des régions du pays. Il s'agit là d'une tentative de réanimer la discussion sur la relation de la Suisse avec l'Union Européenne par la mise à plat et le recensement objectif des questions qui touchent à la démocratie directe, à l'économie, aux politiques régionale et culturelle, etc. Le Colloque de la NSH sera consacré à la question du fédéralisme; des conférenciers venant de l'UE, de la Confédération et des Cantons parleront des «Perspectives pour le fédéralisme suisse» et débattront avec nous des conséquences tant d'une adhésion à l'UE que de la poursuite de la voie bilatérale.

Je vous prie donc de réserver la date du 13 mai et me réjouis d'accueillir à Aarau le plus grand nombre possible d'entre vous.

Dori Schaer-Born
Présidente centrale de la NSH

nen, damit eine breite Diskussion in den Gruppen geführt werden kann. Selbstverständlich bin ich auch gerne bereit, die einzelnen Gruppen zu besuchen. An der Delegiertenversammlung vom 12. Mai in Aarau soll, nach ausgiebiger Diskussion, die Ampel auf Grün oder aber auf Rot gestellt werden. Wenn die Delegierten beschliessen, die Fusionsarbeiten weiterzuführen, müsste eine ausserordentliche Delegiertenversammlung nach den Sommerferien dann die Fusion beschliessen, so dass die neue Organisation ca. im November gegründet und am 1.1.2007 aktiv werden könnte.

Die neue Organisation würde einen neuen Namen brauchen. Dieser soll einerseits Programm sein, sollte andererseits aber in irgendeiner Form die beiden alten Namen (NHG und mind. RS) noch enthalten. Ich würde mich sehr freuen, von Ihnen Vorschläge zu bekommen.

Selbstverständlich laufen die üblichen Aktivitäten der NHG auch in diesem Jahr weiter. Unser nächstes NHG-Kolloquium wird am 13. Mai in Aarau stattfinden. Es ist der Auftakt zu einer Veranstaltungsreihe, an der 7 Organisationen mit je einer Veranstaltung in verschiedenen Landesteilen beteiligt sind und die durch das Forum Helveticum koordiniert wird. Wir möchten versuchen, die Diskussion über das Verhältnis der Schweiz zur EU aufzunehmen und in sachlicher Weise und im Sinne einer Auslegeordnung Fakten zu Bereichen wie Fragen der direkten Demokratie, der Wirtschaft, der Regional- und Kulturpolitik usw. auf den Tisch zu legen. Das NHG-Kolloquium wird sich der Frage des Föderalismus widmen, Referentinnen und Referenten aus der EU, vom Bund und aus den Kantonen werden über «Perspektiven für den schweizerischen Föderalismus» reden und mit uns sowohl die Folgen bei einem EU-Beitritt wie beim weiter Verfolgen des bilateralen Wegs diskutieren.

Ich bitte Sie, sich den 13. Mai zu reservieren, und ich freue mich, möglichst viele von Ihnen in Aarau begrüssen zu dürfen.

Dori Schaer-Born
Zentralpräsidentin NHG

Quel avenir pour la NSH?

Sous ce titre, déjà présent dans le numéro précédent de CONTACT, se poursuit l'information à nos lecteurs et membres sur le projet de rapprochement de la NSH d'avec d'autres institutions de même ordre et but. Ce compte rendu se base sur le procès-verbal de la rencontre RS-TS et NSH, excellemment tenu par M. Jean-Claude Hefti, que je remercie de sa peine.

En application du mandat donné par le CC, une première réunion formelle a eu lieu, le 7 décembre 2005, entre des délégations de Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz (ci-après RS-TS) et la Nouvelle Société Helvétique (ci-après NSH) autour du projet de fusion de ces deux institutions. Les deux co-présidents de séance, M. Niklaus Lundsgaard-Hansen, président de RS-TS, et Mme Dori Schaer-Born, présidente centrale de la NSH, ont chacun présenté brièvement leur association.

Nos lecteurs étant familiers de la NSH, bornons-nous à brosser un rapide portrait des RS-TS: fondées en 1945, les Rencontres Suisses ont fusionné, en 1999, avec l'association principalement alémanique «Agir pour demain», adoptant dès lors leur appellation actuelle. Fortes de quelque 300 membres, elles ont pour but d'agir pour la compréhension nationale en suscitant le dialogue entre régions linguistiques, partenaires sociaux, générations, villes et campagnes, etc, en organisant plusieurs manifestations annuelles (conférences, débats publics) et en publiant occasionnellement des «cahiers» sur des sujets spécifiques. Les RS-TS touchent – au contraire de la NSH – une subvention (quelque 70'000.- frs par an) de la Confédération via l'Office fédéral de la culture, destinée à soutenir des projets axés sur la compréhension fédérale sous l'angle de ses aspects linguistiques. Les organes des RS-TS sont l'Assemblée générale et le Comité directeur; un secrétariat, installé à Yverdon-les-Bains, occupe une professionnelle à raison de 60% en moyenne.

A l'exception de l'organisation, décentralisée en groupes pour ce qui concerne la NSH, les deux associations ont en partage un même idéal, un même terrain d'action et se trouvent, toutes deux, actuellement, confrontées aux mêmes problèmes du vieillissement de leur sociétariat, de la détérioration de leurs ressources financières et d'un certain désintérêt général pour les thèmes qui leur tiennent à cœur. Une fu-

Welche Zukunft für die NHG?

Unter diesem Titel haben wir bereits im letzten CONTACT über das Projekt der Annäherung der NHG an andere Organisationen mit gleichen Zielen informiert. Die vorliegende Berichterstattung stützt sich auf das Protokoll des Treffens zwischen Vertretungen von RS-TS und NHG von Jean-Claude Hefti, dem ich für seine ausgezeichnete Arbeit danke.

Im Auftrag des Zentralvorstandes der NHG fand am 7. Dezember 2006 eine erste gemeinsame Sitzung zwischen Delegationen der Neuen Helvetischen Gesellschaft (NHG) und Rencontres Suisses-Treffpunkt Schweiz (RS-TS) zur Frage einer Fusion der beiden Organisationen statt. Die beiden Co-Präsidenten der Sitzung, Niklaus Lundsgaard-Hansen, Präsident von RS-TS, und Dori Schaer-Born, Zentralpräsidentin der NHG, stellten zuerst kurz ihre Organisationen vor.

Für unsere Leser, die als Mitglieder die NHG kennen, möchte ich kurz die RS-TS vorstellen: Gegründet 1945, haben die Rencontres Suisses im 1999 mit der vorwiegend deutschschweizerischen Organisationen «Agir pour demain» fusioniert und sich den neuen Namen gegeben. Mit etwas über 300 Mitgliedern stehen RS-TS zum Ziel der nationalen Verständigung, indem sie den Dialog pflegen zwischen den Sprachregionen, den Sozialpartnern, den Generationen, zwischen Stadt und Land usw. Sie organisieren Konferenzen und Debatten und publizieren bei Gelegenheit zu verschiedenen Themen aus diesen Bereichen. RS-TS erhält – im Unterschied zur NHG – vom Bundesamt für Kultur BAK jährlich fast Fr. 70'000.– an Subventionen für Aktivitäten im Bereich der sprachlichen Verständigung. Die Organe von RS-TS sind die Generalversammlung und der Vorstand; im Sekretariat in Yverdon-les-Bains arbeitet eine Sekretärin mit einem Pensum von ca. 60%.

Mit Ausnahme der unterschiedlichen Organisationsstruktur (die NHG ist dezentral in Gruppen organisiert) teilen die beiden Organisationen das gleiche Ziel, sie arbeiten auf den gleichen Gebieten und sehen sich mit den gleichen Schwierigkeiten konfrontiert: immer höherer Altersdurchschnitt ihrer Mitglieder, Verschlechterung ihrer Finanzlage und abnehmendes Interesse in der breiten Bevölkerung für die Themen, die ihnen am Herzen liegen. Eine Fusion der beiden würde erlauben, die Kräfte zu bündeln und

sion entre elles permettrait de conjuguer leurs efforts et d'augmenter leur impact, sans toucher ni à leur raison d'être, ni à la motivation de leurs membres.

L'organisation décentralisée de la NSH subsisterait, les Groupes NSH accueillant en leur sein les membres des RS-TS de leur aire de recrutement. Au niveau suisse, la nouvelle institution se doterait d'une assemblée des délégués et d'un comité central, lequel pourrait être assisté d'un conseil consultatif, composé d'un nombre restreint de personnalités de renom national et amené à contribuer à la fixation des objectifs et à la réflexion de fond, indépendamment de toute participation à la gestion de l'institution. La composition de ces organes respecterait une certaine parité entre les deux fusionnaires. Quant à la présidence, elle devrait être repourvue au terme de la procédure de fusion, les actuels présidents ayant annoncé qu'ils ne souhaitent pas prolonger leur mandat au-delà de cet exercice.

Par principe, les revenus et fortunes des deux associations seraient mis en commun. L'Office fédéral de la culture a été approché, fin décembre, et s'est déclaré prêt à maintenir sa contribution annuelle en cas de fusion, comme par le passé et aux mêmes conditions.

NB:

- cette mise en commun ne priverait pas les Groupes de leurs finances propres, dont le bénéficiaire s'étendrait aux anciens membres RS-TS ayant rejoint leurs rangs;
- les Groupes locaux pourraient profiter d'une part de la subvention fédérale pour des projets respectant les conditions posées par la Confédération.

Procédure prévue:

Pour élaborer des solutions aux diverses questions que pose une telle fusion – rédaction de nouveaux statuts, structure, finances, nom, communication, etc. – les RS-TS et la NSH vont, chacune, constituer une équipe de négociateurs qui se réuniront en séances bilatérales. Au sein de la NSH, le groupe de travail sur la fusion, composé de Mmes de Tschärner (prés.), Schaer, Michaelis, de MM Hefti et Lévy, et complété par Mr. Bosshart pour la rédaction des statuts et pour des questions juridiques, est désigné comme l'équipe mandatée pour ces négociations. Le résultat de celles-ci fera l'objet d'une information aux membres, via Contact et les comités de Groupe. Les deux délégations se sont donné jusqu'à la fin de l'année en cours pour mener les négociations, si possible, à chef, de manière à ce que la

ihren Einfluss zu erhöhen ohne ihre Bestimmung und die Motivation ihrer Mitglieder in Frage zu stellen.

Die dezentrale Struktur der NHG würde beibehalten, die bisherigen Mitglieder von RS-TS würden in die jeweiligen NHG-Gruppen aufgenommen. Auf schweizerischer Ebene würde die neue Organisation geführt durch eine Delegiertenversammlung und einen Zentralvorstand, der u.U. unterstützt werden könnte durch einen Beirat von Persönlichkeiten mit nationalem Renommee. Dieser könnte für vertiefte Überlegungen zu einzelnen Themen beigezogen werden ohne durch das Tagesgeschäft belastet zu sein. Die Zusammensetzung dieser Gremien müsste eine gewisse Parität der beiden fusionierenden Organisationen spiegeln. Der aktuelle Präsident von RS-TS und die Präsidentin der NHG sind bereit, ihr Mandat bis zu einer allfälligen Fusion weiterzuführen, so dass für die neue Organisation in Ruhe eine Nachfolge gesucht werden kann.

Die Einnahmen und das Vermögen der beiden Organisationen würden grundsätzlich zusammengelegt; das BAK hat – unter Vorbehalt, dass die Zielsetzung beibehalten wird (s. oben) – die weitere Subventionierung der neuen Organisation bereits zugesagt.

NB:

- diese finanzielle Zusammenlegung würde die Finanzen der Gruppen in keiner Weise betreffen; sie würden aber von einer höheren Mitgliederzahl profitieren.
- Die Gruppen würden zudem von der Bundessubvention profitieren für Projekte, die sich mit Fragen der sprachlichen Verständigung befassen.

Wie geht es weiter?

Zur Bearbeitung der verschiedenen Fragen, die sich durch eine Fusion stellen – Redaktion der Statuten, Strukturen, Finanzen, Namen, Kommunikation etc. – haben sowohl RS-TS wie die NHG kleine Arbeitsgruppen gebildet, die sich auch zu gemeinsamen Sitzungen treffen. Für die NHG wurde die Arbeitsgruppe Fusion, bestehend aus den Damen de Tschärner (Präs.), Schaer und Michaelis und den Herren Hefti und Lévy, ergänzt durch Herrn Bosshart für die Statuten und weitere rechtliche Fragen, für diese Verhandlungen mandatiert. Die Resultate dieser Arbeiten sollen den NHG-Mitgliedern via die Gruppenvorstände und das CONTACT mitgeteilt werden. Die beiden Delegationen haben sich geeinigt, dass die Arbeiten bis Ende Jahr abgeschlossen sein sollten, so dass die neue Organisation auf den 1. Januar 2007 aktiv werden könnte.

nouvelle organisation puisse voir le jour le 1er janvier 2007.

L'information réciproque entre RS-TS et NSH sera assurée et la collaboration entre elles, not. au niveau des Groupes locaux – comme elle a déjà lieu notamment dans les cantons de Vaud et de Berne – est encouragée. L'information aux media interviendra au terme de la procédure, sans que d'ici là il soit fait mystère des tractations en cours.

*Pour le groupe de travail sur la fusion:
Corinne de Tscharnier*

Die gegenseitige Information zwischen den beiden Organisationen ist sichergestellt und die v.a. mit den NGH-Gruppen Waadt und Bern bereits bestehende Zusammenarbeit soll verstärkt werden. Die Medien sollen erst am Schluss des Prozesses informiert werden, allerdings ohne dass aus den bestehenden Absichten vorher ein Geheimnis gemacht wird.

*Für die Arbeitsgruppe Fusion:
Corinne de Tscharnier*

Freiheitliche Rechtsstaatlichkeit in Gefahr

Seit dem 11. September 2001 gilt weltweit vernetzter Terrorismus als längerfristige Bedrohung unserer Zivilisation. Weniger auffällig – doch zunehmend bemerkt – ist die Bedrohung ihrer freiheitlich rechtsstaatlichen Errungenschaften durch diesen diametral zuwider laufende Massnahmen zur Terrorbekämpfung.

Die Schweizerische Helsinki-Vereinigung für Demokratie, Rechtsstaat und Menschenrechte hat dies erkannt. Ihre Vorsitzende, a. Botschafterin Marianne von Grünigen, Präsidentin der NHG beider Basel, hat, zusammen mit dem Institut für Völkerrecht und ausländisches Verfassungsrecht der Universität Zürich, am 19. Januar 2006 eine gut besuchte öffentliche Konferenz in diesem Institut abgehalten, um das Problem bewusster zu machen.

Der abtretende Direktor des Bundesamtes für Justiz, Prof. Heinrich Koller, stellte klar, dass es Kernaufgabe des Staates ist, seinen Einwohnern die Ausübung ihrer Freiheit zu sichern. Obschon die Bundesverfassung hiefür unverbrüchliche Leitplanken setzt, gibt es auch in unserm Land Tendenzen in Richtung freiheitszerstörender Sicherheitsvorkehrungen, so bei der Rechtshilfe zugunsten der USA. Er warnte vor Machtverschiebungen zu Exekutivbehörden und mahnte, nur in einer offenen Gesellschaft seien Freiheit und Demokratie möglich.

Die frühere Nationalratspräsidentin, Botschafterin und Ombudsfrau für Bosnien-Herzegowina, Gret Haller, analysierte die religiösen und geschichtlichen Hintergründe des missionarischen Drangs von Nordamerikanern, der Welt ihre Moralanschauungen aufzuerlegen. Dies führe – inakzeptabel – dazu, Menschen, die diesem Moralstandard nicht genügen, jene minimalen Ansprüche auf Achtung, Würde und Unversehrtheit abzusprechen, die aus bisheriger europäischer Sicht jedem Menschen an sich schon gebühren.

Der Direktor des gastgebenden Instituts, der Völkerrechtskenner Prof. Daniel Thürer, erinnerte allerdings daran, dass die europäischen Menschenrechtsbegriffe ursprünglich teilweise aus den USA stammen. Die jetzige Regierung derselben setzt sich über die Alternative zwischen kriegsrechtlichen Regeln des Völkerrechts und dem Strafrecht hinweg und suspendiert – nicht unwidersprochen – Grundrechte. Heute droht eine über die in Notlagen mögliche Einschränkung derselben hinausgehende Erosion der rechtsstaatlichen Kultur. Man müsse sich hüten, bei der Abwehr des Terrorismus selber in dessen tyrannische Neigungen zu verfallen.

Claudia Schoch, Juristin und Inlandredaktorin der NZZ, rief hierauf zur Wahrung der Universalität der Menschenrechte auf und zu vertiefter öffentlicher Diskussion ihrer derzeitigen Gefährdung selbst durch Demokratien.

Der Sicherheitsspezialist Prof. Kurt Spillmann unterstrich abschliessend, dass Terroristen Leute sind, die nur ihre eigenen Normen anerkennen. Eine friedliche Ordnung erfordere das Erstreben eines international einheitlichen legalen Zustandes. Darüber hinaus sei aber gegen die Armut und Integrationsmängel vorzugehen. Denn sie seien die Quellen von Identitätskrisen, Frustrationen und Hoffungslosigkeit, die für radikale Lehren anfällig machten. So seien die Werte unserer eigenen Gesellschaft zu verteidigen.

Diese Aufrufe gehen auch an die NHG, welche für diese Werte einsteht. *Roberto Bernhard*

A propos de la collégialité

Dans la Constitution du 18 avril 1999, les articles 174 et 177 (qui reprennent la substance des articles 95 et 103 de la Constitution de 1874) disposent:

Art. 174 «rôle du Conseil fédéral»

Le Conseil fédéral est l'autorité directoriale exécutive suprême de la Confédération.

Art. 177 «Principe de l'autorité collégiale et division en départements»

Le Conseil fédéral prend ses décisions en autorité collégiale.

Pour la préparation et l'exécution des décisions, les affaires du Conseil fédéral sont réparties entre ses membres par départements.

Le règlement des affaires peut être confié aux départements ou aux unités administratives qui leur sont subordonnées; le droit de recours doit être garanti.

Le Professeur Jean-François AUBERT caractérise ainsi le Conseil fédéral suisse: «Les constituants de 1848, par la réunion d'éléments qui n'avaient eux-mêmes rien d'original, ont su produire un amalgame assez particulier. Notre Gouvernement est un collège, comme dans la plupart des autres états; mais c'est un collège d'égaux, qui n'admettent point de chef. Notre Gouvernement est élu pour un temps déterminé, comme dans les régimes présidentiels, mais il procède du Parlement, et non du corps électoral. Ou, pour rendre la même idée en renversant les termes: notre Gouvernement est issu de l'Assemblée, comme dans les régimes parlementaires, mais la durée de son mandat dépend de la Constitution, et non de la bienveillance de ses commettants. Nous n'avons pas permis au gouvernement de dissoudre l'assemblée, pour faire juger leurs conflits par le peuple, mais nous avons laissé au peuple le soin de choisir son moment»(Jean-François AUBERT, *Traité*, n° 1474).

L'absence d'un chef responsable comme tel suppose que la cohésion repose sur la bonne volonté et la discipline des sept membres du Conseil. Elle suppose plus concrètement que chacun des conseillers se préoccupe activement du champ confié à ses six collègues et que les décisions reposent sur des accords plus substantiels et plus étendus que dans un gouvernement dans lequel un président ou un premier ministre peut trancher les conflits. Ce système impose ainsi, en principe, aux membres du Conseil, une double activité: celle de la direction de leur ressort appelé département; celle consacrée au collège comme ensemble.

L'histoire de ce système est marquée au 19e siècle déjà par une tendance à la départementalisation, c'est-à-dire à la prépondérance de l'activité de chef d'un département sur celle de membre d'un collège. C'est une première raison pour que le texte de 1999 ait mis en évidence le caractère collégial de l'autorité. Il assortit la mention de cette double activité des conseillers fédéraux de l'expression d'«une certaine primauté de l'idée de collégialité sur celle de la division en départements, sur le principe départemental, «relégué» à l'alinéa II (Pascal MAHON, note 4 à l'art. 177 Cst).

D'autres facteurs sont venus s'ajouter, surtout dans la deuxième moitié du 20e siècle, à la tentation de la départementalisation pour rendre encore plus difficile la cohésion du collège gouvernemental:

la structure fédérale fait des partis nationaux et des groupes parlementaires fédéraux des entités peu homogènes. Elles rassemblent formellement seulement des sensibilités marquées par la réalité politique cantonale et pour cette raison très diverses;

l'élection du Conseil national au scrutin proportionnel ne favorise pas le renforcement de tendances marquées stables;

la démocratie référendaire contribue naturellement à réduire la pertinence des doctrines dont les citoyens ont toute liberté, de vote en vote, de changer sans avoir à rendre de comptes à quiconque;

la participation au gouvernement de tous les grands partis ne fait rien pour renforcer son unité ni son homogénéité. Tandis que le soutien parlementaire n'est pas assuré pour les mêmes raisons: il n'y a en réalité pas de majorité ni d'opposition organisées.

Ces difficultés ne sont surmontables que si règne au sein du gouvernement un accord, même implicite, suffisant sur des idéaux communs et sur une vision commune de l'intérêt général. A défaut de ces présupposés communs pour le nourrir, le pragmatisme que nous vantons si fort ne conduit qu'à l'incertitude.

Pour que le gouvernement dispose d'une force d'impulsion à la mesure des facultés de blocage et des manifestations de défiances inhérentes à notre pratique des institutions, il a été proposé de nous doter d'un président fort ou d'un premier ministre fondant son autorité sur la fidélité d'une majorité parlementaire disciplinée. Or le pouvoir prépondérant d'une personne ne correspond chez nous à aucune tradition et les caractéristiques de notre Confédération plurilingue, pluriconfessionnelle, fédéraliste, attachée au référendum font douter de la pertinence de ce genre de remède.

Un collègue *uni* a plus de poids qu'une personne. Pour les parlementaires, pour les citoyens, ses décisions sont assorties d'une autorité considérable. L'accord de personnalités très diverses à tout point de vue, comme cela restera probablement le cas longtemps, construit et défendu solidairement en impose. Pour cela, il faut toutefois que les «accords» ne se réduisent pas à l'acceptation plus ou moins résignée, tournante et réciproque par chacun des membres du gouvernement des propositions de ses collègues à charge de revanche, à un consensus par défaut en quelque sorte. La concordance, si ce mot a un sens, ne peut pas résulter d'une addition hétéroclite. Elle suppose un minimum de convergences sur les principes d'une politique et sur la volonté de chacun des membres du collège d'observer une déontologie exigeante: avoir la force, au risque parfois d'irriter son parti, d'affirmer son autonomie dans l'exercice de la fonction gouvernementale, de dominer la déception de ne pas avoir convaincu ses collègues, de résister à la tentation d'agir en franc-tireur pour contester le point de vue majoritaire. S'il arrive qu'une décision du collège soit trop contraire aux exigences de sa conscience, un membre peut, tout à fait exceptionnellement, invoquer «l'objection de conscience gouvernementale» (M. FURGLER et l'interruption volontaire de grossesse) ou démissionner. C'est le prix à payer pour l'absence d'un chef de gouvernement arbitre des divergences et garant de la discipline et de la cohésion gouvernementale. Chez nous, cette discipline doit être intériorisée et assumée librement par chacun des membres du Conseil fédéral. L'aptitude, et naturellement la volonté, de chacun et chacune de nos sept ministres de respecter ces exigences sont une condition nécessaire du bon fonctionnement du Conseil fédéral. Elles sont dans la durée plus importantes que les orientations politiques personnelles.

Si le souci d'une représentation équilibrée des grands partis domine depuis 1959 la composition du Conseil fédéral, il ne saurait s'ériger en règle constitutionnelle arithmétique comme cela semble être le cas désormais. Le Parlement doit s'en écarter quand

la divergence des orientations partisans et/ou la personnalité d'un candidat excluent par avance une collaboration loyale. Il doit jouer pleinement son rôle d'autorité politique et ne doit pas céder au confort du calcul des groupes parlementaires pour élire un membre du gouvernement. On peut alors parler de concordance restreinte.

Les propositions du Centre pour la Réforme des Institutions (www.reforme-institutions.ch) vont dans ce sens: le Conseil Fédéral est élu dans un scrutin de liste compacte à deux tours. Cela suppose un accord préalable des partis et des candidats sur un programme minimum et un engagement de collaborer loyalement. Le cadre ainsi donné à la pratique de la collégialité réduirait l'ampleur des sacrifices par les membres du gouvernement de leurs convictions ou de leurs engagements politiques et favoriserait l'élaboration d'une politique commune positivement exprimée plutôt que celle du plus petit commun dénominateur.

Pour revenir à notre point de départ, le système suisse ne diffère essentiellement des autres que par les droits populaires et l'absence d'un chef de gouvernement. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent avoir la confiance de la population tout au long de la période séparant les élections et pas seulement tous les quatre ou cinq ans. En cela, notre système est probablement le plus exigeant à l'égard des acteurs politiques qui doivent constamment alimenter cette confiance par leur discipline personnelle et collective, autrement dit pour les membres du Conseil fédéral, par leur sens de la collégialité.

Gilles Petitpierre

Documentation:

Jean-François AUBERT, Traité de droit constitutionnel suisse, Neuchâtel 1967, cité Traité.

Jean-François AUBERT et Pascal MAHON, Petit commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1899, Zürich/Bâle 2003 cité Pascal MAHON.

Peter SALADIN, Probleme des Kollegialitätsprinzips, RDS 104 (1985) I p. 271 ss

Centre de la Réforme des Institutions Suisses, rue Saint-Martin 22, 1003 Lausanne, www.reforme-institutions.ch

Zur Sprachenfrage

Brief der Arbeitsgruppe Sprachen an die Kantonsräte und Kantonsrätinnen, die zur Spracheninitiative in ihrem Kanton Stellung zu nehmen haben.

Sehr geehrte Frau Kantonsrätin,
sehr geehrter Herr Kantonsrat

Die Neue Helvetische Gesellschaft kümmert sich seit neunzig Jahren um das gegenseitige Verständnis der verschiedenen Landesteile. Sie hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche die heutige Situation des Fremdsprachenunterrichts in der Schweiz untersucht. Wir – die Mitglieder dieser Arbeitsgruppe – sind in Sorge über die heutige Lage.

Bisherige Entwicklung

Seit den siebziger Jahren des 20. Jahrhunderts wurde der Beginn des Fremdsprachenunterrichts in allen Kantonen in die Primarschule vorverlegt, wobei es sich immer um eine zweite Landessprache handelte. Der Grund dafür war die Erkenntnis, dass das Erlernen einer Fremdsprache vor dem Einsetzen der Pubertät sinnvoller und einfacher ist. Hauptprobleme dabei waren eine genügend gute Ausbildung der Lehrkräfte und die zeitlichen Abstriche in andern Fächern, damit die gesamte Unterrichtszeit gleich blieb.

In den neunziger Jahren begannen dann die Bestrebungen zum Unterricht einer zweiten Fremdsprache, wobei der Unterricht in der ersten Fremdsprache noch früher, meist im dritten Schuljahr, begann.

Heutige Situation

In bestimmten Deutschschweizer Kantonen wird momentan der Unterricht im Englischen eingeführt, und zwar zeitlich vor einer zweiten Landessprache. In einzelnen Kantonen sind heute Vorstösse gegen diese Entwicklung im Gange, Vorstösse, die verlangen, dass an der Primarschule nur eine Fremdsprache unterrichtet werden dürfe. Dies würde aber wohl eine Beschränkung auf das Englische bedeuten. Der Beginn des Unterrichts in einer zweiten Landessprache würde dann auf die Sekundarstufe verschoben.

Unsere Beurteilung der Lage

Wir betrachten eine solche Beschränkung als unheilvoll für den Sprachfrieden in unserem Land: Sie müsste in der französisch- und auch in der italienischsprachigen Schweiz als Affront empfunden werden. Wir sehen es als kulturelle Verarmung, wenn Schweizer verschiedener Sprache sich in einer Drittsprache unterhalten müssten. Zudem ist die pauschale Annahme falsch, dass in Wirtschaftskreisen

Englisch «nützlicher» ist, denn dies gilt lediglich in bestimmten Sektoren, in denen eine internationale Vernetzung vorrangig ist.

Unsere Empfehlung

Wir befürworten das EDK-Modell 3/5, d.h. den Beginn der ersten Fremdsprache im 3., denjenigen der zweiten Fremdsprache im 5. Schuljahr, legen aber den Vorrang auf eine Landessprache (Kenntnis von Sprache und Kultur eines Landesteils). Dabei müsste allerdings das Klassenlehrerprinzip in Frage gestellt werden. Für Unterricht in Fremdsprachen ist erwiesenermassen, gerade zu Beginn, ein sehr guter Unterricht nötig, damit nicht von Anfang an Fehler eingeübt werden. Wir empfehlen dazu Fachlehrer, Austausch von Lehrkräften über die Sprachgrenzen, Immersionsunterricht (Unterricht einzelner Fächer in der Fremdsprache) sowie natürlich eine breite Förderung von Schüleraustauschen. So können wir auch unsere Lage als mehrsprachiges Land im Zentrum Europas nicht nur wirtschaftlich, sondern auch kulturell ausspielen. Es stünde uns wohl an, eine solche nachbarliche Vermittlerrolle in Europa wahrzunehmen.

Wir hoffen gerne, dass Sie, sehr geehrte Damen und Herren Kantonsräte, unsere Argumente in kommenden Entscheidungen berücksichtigen.

Biel / Winterthur, 15. März 2006

Marie-Pierre Walliser / Ernst Hablützel

Nationale Interessengemeinschaft appelliert für zwei Fremdsprachen an der Primarschule

Am 7. Februar 2006 wurde in Zürich die «Interessengemeinschaft für zwei Fremdsprachen an der Primarschule» (I2FP) gegründet. Zu den Initianten gehören zahlreiche Persönlichkeiten aus der Wissenschaft, der Forschung und der Schulpraxis sowie Organisationen der Zivilgesellschaft.

Weitere Informationen, insbesondere die Liste der unterzeichnenden Persönlichkeiten und Organisationen, sind auf der Website www.pvs.ch zu finden.

Kontaktpersonen:

Gianni Ghisla: gghisla@idea-ti.ch; 079 247 49 55

Paolo Barblan: info@forum-helveticum.ch;

062 888 01 25

Commentaire de la rédaction

Depuis l'appel de la «Communauté d'intérêt pour deux langues étrangères à l'école primaire» (12FP), du 7 février 2006, le souverain schaffhousois a rejeté, en votation du 26 février dernier, l'initiative «pour une seule langue étrangère à l'école primaire». Dans la mesure où cette initiative programmait l'ignorance du français pour les élèves accomplissant toute leur scolarité au seul niveau primaire, ce résultat doit réjouir la NSH, parce qu'il sert la cohésion nationale, et tout particulièrement ses membres romands, car il maintient pour tous les élèves l'enseignement obligatoire

du français, même si celui-ci passe après l'anglais. Certes, la décision s'est prise à une très mince majorité (51,32%, soit quelque 750 votants), mais on peut espérer que ce premier vote cantonal agira comme un signal et un exemple à suivre pour les autres cantons appelés à se prononcer sur la même problématique ces prochains mois (Thurgovie, Zoug, Lucerne et Zurich). Un premier combat a donc été gagné, mais la bataille n'est pas finie. L'12FP a donc encore du pain sur la planche, même si la menace d'harmonisation forcée de l'enseignement par la Confédération joue certainement en faveur de sa position. *C.d.T.*

Compte rendu sur la 2^e Conférence civique, du 3 février 2006, à Berne

A l'instigation de plusieurs institutions – l'Académie suisse des sciences humaines, la Fondation Science et Cité, la Fondation pour la recherche fondamentale en sciences humaines, le Collegium Helveticum de l'Université de Zurich et de l'ETH et la NSH – et sur la base de travaux menés en commissions, la 2^e Conférence civique s'est tenue le 3 février dernier, de 9h.30 à 17h.00, au Centre Paul Klee, à Berne, sous la présidence de Mme Dori Schaer-Born, présidente centrale de la NSH. Elle a attiré quelque 130 personnes (dont une dizaine de Romands), intervenants compris.

D'emblée, la rencontre a été placée sous le signe de Klee, dont le directeur culturel du Centre, M. Tilman Osterwold, a évoqué la personnalité, à l'aide d'une dizaine d'œuvres projetées et d'une analyse sur les recherches formelles et philosophiques de l'artiste, de sa quête d'équilibre entre les tensions nées de l'opposition des contraires et les diverses ambivalences qui affectent le réel et notre perception de celui-ci: instinct et conscience, ordre et chaos, autonomie et dépendance, sujet et objet, vie et mort, pour n'en citer que quelques-uns. Une invitation à viser la stabilité, en usant de créativité, de dialectique face aux problèmes inscrits à l'ordre du jour:

1. formation de l'opinion et processus de décision en démocratie;
2. qu'en est-il, en particulier, dans le monde du travail?
3. qu'en est-il, en particulier, dans les relations entre science et société?

1. A travers des communications très denses, sinon toujours nouvelles ni unanimes dans leur contenu, les orateurs se sont retrouvés sur la nécessaire concordance, qui requiert respect de l'opinion

d'autrui, et, au sein des autorités, collégialité; sur la pérennité (en Suisse) de la démocratie semi-directe, en dépit de l'évolution du monde et de la lenteur qu'elle manifeste face aux nécessaires adaptations; sur la nécessité, pour le politique, de se concentrer sur le problème posé et sa solution en fonction du bien général, et non pas sur des intérêts partisans ou égoïstes; sur la capacité de réformes du système, notamment en période de prospérité – comme, par exemple, pendant la décennie 1990–2000.

2. Un éclairage favorable a été jeté sur le domaine du travail et de la sécurité sociale, où représentants du patronat et du monde syndical ont souligné les relations constructives existant en Suisse entre professionnels, qui se connaissent et se respectent, et s'efforcent, par sacrifices équitables consentis, à la convergence (on retrouve la dialectique!); les résultats ainsi obtenus sont généralement entérinés par le peuple, si celui-ci est correctement informé, en phase finale des négociations, et n'a donc pas à trancher entre querelles d'experts. Un regret exprimé dans le cadre de ce dialogue: celui de la faiblesse des partis du centre.
3. Comment introduire les progrès de la science sans conflit? se sont demandés deux intervenants, qui ont exposé les conditions du développement de la science: un espace de liberté et d'autonomie; la confiance en les compétences et l'éthique des chercheurs; la considération du public pour leurs responsabilités, lourdes et multiples, comme savants, enseignants et communicateurs; la reconnaissance de la complémentarité des sciences humaines et naturelles dans une égalité de valorisa-

tion. En contre-partie, les scientifiques doivent tenir un discours clair et responsable sur les enjeux en cause, face à l'opinion publique, et faire comprendre et accepter à celle-ci qu'il n'y a pas d'entreprise, pas de vie sans risque. Dans ce domaine aussi, le constat est optimiste au regard des progrès récents de ce dialogue entre science et société, mais la confiance réciproque et le courage de viser à l'excellence, au détriment d'une égalité trop systématique et débilante pour le progrès, seront toujours plus nécessaires face aux nouveaux enjeux que va affronter notre société: ceux liés à la sécurité et aux changements climatiques.

Hôte d'honneur de la Conférence (suite à la défection d'Adolf Muschg), M. Achille Casanova, ancien vice-chancelier de la Confédération, a défendu la valeur du système institutionnel suisse, quand bien même le monde change (globalisation, libéralisation, emprise du droit et des institutions internationaux sur la vie nationale, etc.), quand bien même la concordance au sein du Conseil fédéral et dans le monde politique suisse est plus difficile, suite à l'effacement de certaines valeurs, quand bien même le Parlement et ses commissions permanentes empiètent sur le champ d'action de l'exécutif et que les cantons se rebiffent contre certaines décisions fédérales et s'organisent au sein de conférences intercantionales dépourvues de légitimité démocratique. Le système politique suisse n'est pas modifiable (tout au plus, délicat-

ment amendable) et le maître-mot reste celui de la concordance, à comprendre non pas comme compromis, mais comme synthèse entre intérêts divergents. Enfin, M. Casanova revendique un certain pragmatisme dans l'approche des problèmes, rappelant que les «grands concepts», élaborés dans les années 1970, n'ont pas toujours rempli leurs promesses.

Après repas et visite guidée de la collection Klee, l'après-midi a été consacré à une table ouverte entre cinq politiciennes engagées aux différents niveaux institutionnels suisses; là aussi, le leitmotiv a été la concordance, tout autre système étant synonyme d'instabilité, mais avec des accents sur le respect des opinions et des personnes et sur une approche dialectique des problèmes, car une attention particulière doit être portée aux intérêts minoritaires. Or, a-t-on remarqué, les media ont une responsabilité dans la polarisation de la vie politique, voire dans le choix des thèmes en discussion; les politiques doivent jouer futé pour éviter d'être instrumentalisés par les journalistes. Enfin, les Cantons, voire les grandes villes devraient être mieux représentés au niveau parlementaire fédéral en raison de leurs problèmes et de leurs besoins spécifiques, si on ne veut pas les pousser à la révolte (allusion à l'expérience du «paquet fiscal»). A noter que cette dernière remarque nous renvoie au thème du Colloque de la NSH de 2005!

Enfin, après une discussion ouverte, largement utilisée, le regard critique d'un journaliste de la DSR a clos la Conférence. *Corinne de Tschanner*

Ortsgruppen stellen sich vor

Mit der heutigen Nummer des «Contact» beginnt die Rubrik «Ortsgruppen stellen sich vor». In alphabetischer Reihenfolge berichten diese über ihre Tätigkeit, über Themen oder «Spezialitäten» ihres Einzugsgebietes. Die Aargauer Gruppe macht den Anfang.

La page des Groupes

Dans ce numéro de Contact, nous inaugurons la rubrique «La page des Groupes»: par ordre alphabétique, ceux-ci vont vous entretenir de leur activité, des thèmes d'actualité ou/et des particularités de leur région. Le Groupe d'Argovie ouvre la marche.

Die Ortsgruppe Aargau geht jährlich zur Schule

So wie das Gespräch über die Regionen- und Sprachgrenzen hinaus in der Schweiz gesucht und gefördert werden muss, muss auch der Dialog zwischen den Generationen gepflegt werden. Die meist älteren NHG-Mitglieder bringen ein enormes Potential an Wissen und Erfahrung zusammen. Gymnasiasten, kurz vor der Matur, haben bisher viele Grundfertigkeiten erlernen müssen und dabei auch das Denken entdeckt. Sie wollen wichtige Aufgaben selbst in die Hand nehmen und zu besseren Lösungen führen.

Die Ortsgruppe Aargau stellt sich seit vielen Jahren dieser Herausforderung.

Mit einer Lehrperson für Deutsch, Geschichte oder Philosophie wird ein Thema festgelegt, das sich aus dem Jahresprogramm der NHG oder dem Semesterthema der Gymnasialklasse ergibt. Das Thema wird im Unterricht aus verschiedenen Sichtwinkeln vorbereitet. Der NHG werden Diskussionspapiere, Literaturhinweise und Unterlagen kurz vor der gemeinsamen Veranstaltung zugestellt, oder es wird einige Zeit im Voraus gemeinsam ein Referat angehört. Die Themen der letzten Jahre bildeten «Humanitäre Hilfe einst und jetzt» nach einem Referat von C. Sommaru-

ga, «Suche nach dem Glück» aus einer literarischen Vorlage herausgegangen oder «Anmerkungen zum Begriffe der Freiheit», dem Semesterthema.

An einem Samstagmorgen von 09.00 bis 11.30 Uhr treffen sich Kantischüler und Mitglieder der NHG Aargau. Nach der gegenseitigen Vorstellung werden in Gruppen einzelne Aspekte diskutiert, die dann im Plenum präsentiert und durch die Leitung abgerundet werden. Damit erhalten die Gymnasiasten eine Schullektion, obwohl sie dafür den sonst freien Samstag opfern müssen. Die Diskussionen in den Gruppen verlaufen sehr angeregt und offen. Viele Augen werden geöffnet, Vorurteile abgebaut und Verständnis geweckt. Die Differenzen entstehen nicht durch den Altersunterschied. Meist bilden sich Blöcke von Jung und Alt gegen ein anderes solches Gebilde. In der Sache, insbesondere bei der Toleranz, sind die Alten oft jünger, nicht aber in der Freiheit des Denkens. Die Jungen sind frei und (noch) ungebunden, weshalb sie auch vor Tabus nicht zurückschrecken. Am Schluss sind alle um einige Erfahrungen reicher.

Erich Kuhn, Aarau

Hans Ruh vor der NHG Aarau

Der emeritierte Theologe und Sozialethiker sprach vor einem grossen, aufmerksamen Publikum über seine Vorstellungen und Ideen zur Bewältigung unserer sozialen Zukunft.

A – Die Definierung der Probleme steht vor der Suche nach Lösungen:

Die Arbeit: Seit Adam Smith sind 200 Jahre vergangen, seine Forderungen sind erfüllt: Er wollte Rationalisierung, heute sind wir so weit. Allerdings driften die Löhne auseinander, Schwerarbeit geht einher mit Krankheit, IV.

Die Umwelt: Wir Menschen können uns nur einrichten bei einer relativen Stabilität («Die Einzeller würden sich freuen, wenn sich die Mehrzeller vernichteten»). Mit der technologischen Entwicklung geschehen auch Systemzusammenbrüche, und der Terror nutzt die gleichen Mittel.

Die demographische Entwicklung: Ein Lebenslauf lief früher so ab: Lernen – Leben/Arbeit – Liegen. Heute dagegen 25 Jahre und mehr an Jugend und Ausbildung, gleich lange Arbeitszeit, 20 Jahre «wilde Alte auf Reisen» und 10 Jahre Liegen: dafür ökonomische Probleme bei den Renten.

Das weltweite Verteilungsproblem wird akzentuierter: arm-reich, Arbeit-keine Arbeit, Gleichheit-Ungleichheit. Wie gross dürfen Ungleichheiten sein? Seit 1945 verwirklichen wir die soziale Marktwirtschaft, dieses Modell hatte seine Wirkung bis vor 15 Jahren. Seit der Globalisierung können unsere Staaten ihre sozialen Ziele nicht mehr durchsetzen. Eine sichere Welt ist nur über eine friedliche soziale Welt möglich. Das eigentliche Problem sei geistig-moralisch, nicht technisch-ökonomisch.

B – Suche nach Lösungen

Unsere europäische Intelligenz nutzen, um uns eine neue Form der sozialen Marktwirtschaft und der Verteilung vorstellen zu können!

Eine neue Definition von Arbeit

1. Die *monetarisierter Arbeitszeit* wird 50 bis 60% umfassen, wir haben nicht mehr genug Arbeit für alle. *Eigenarbeitszeit:* Zeit und Tätigkeit für den eigenen Körper, Spazieren, Sachen wieder selber machen (Reduktion des Energieverbrauchs eines Schweizer Haushalts mit seinen heute etwa 36 energiefressenden Maschinen).
2. *Eine obligatorische und eine freiwillige Sozialzeit:* eine nicht-bezahlbare Zuwendungszeit für Menschen, Tiere, die Natur.

Obligatorium in der Jugend

Wiederholungssystem wie ein WK bis zum Alter von 70 Jahren.

Die ältere Generation steigt ein in Freiwilligenarbeit, mit hohem Sozialprestige.

3. *Eine Ich-Zeit* für den eigenen Geist, Körper, die Seele.
4. *Eine Reproduktionszeit* für die Bildung einer Familie.
5. *Eine Bildungszeit.*

Den schwerwiegenden demographischen Veränderungen stellt Ruh einen simplen Vorschlag entgegen: *Aufhebung der Pension – AHV von 18 Jahren an ausbezahlt*, ohne andere Renten vom Staat; wer mehr Geld will, muss arbeiten. Gewohnte Bahnen zu verlassen sei ein geistiger Vorgang, der unvoreingenommenes Denken erfordere.

Die technologische Entwicklung geht hin zu Naturverträglichkeit, Produktion mit verwertbarem Abfall, hoch spezialisiert und sozial.

Die Umwelt – eine Magna Charta schaffen für die Natur mit Verfassungsgerichtsbarkeit.

Die Wirtschaft ist bereits heute globalisiert, es gibt keine soziale Marktwirtschaft mehr, denn der Staat kann nicht länger leisten, was von ihm verlangt wird.

Die Ethik in der Wirtschaft wächst. Aufgeklärte Unternehmer nehmen Umweltschutz und soziales Engagement selber in die Hand, setzen ethische Strategien durch nach dem Motto «Tue Gutes, rede darüber, verdiene dabei».

C – Beginn heute

Begeisterung für neue Lebensformen, sie führt zu Lebensfreude, zu Gewinn. Wir verbessern die Bedingungen für Menschen mit Kindern und finden mit den Leuten, die wir haben, einen anständigen Umgang, ohne einen Generalvertrag mit dem Staat.

Eine Neuorientierung kann weder bei den Weltorganisationen, beim einzelnen Staat, noch beim einzelnen Menschen beginnen, sondern die Zeit ist reif, sich zusammenzuschliessen und miteinander die Zivilgesellschaft zurückzuerobern.

Der NHG riet Hans Ruh am Schluss seines Vortrages, sich die Marketingfrage neu zu stellen, sich per Marketing unters Volk zu bringen, denn sie sei fähig, neue staatsbürgerliche Herausforderungen anzunehmen.

Verena Luisa Moser

Le problème des langues en Suisse

En écho à notre article «Le problème des langues en Suisse», paru dans l'édition précédente de Contact (no 18, pp 6–7), nous avons reçu la lettre de lecteur ci-dessous; nous nous réjouissons du dialogue ainsi engagé, remercions l'auteur de la peine qu'il a prise de nous écrire et publions très volontiers son point de vue, espérant que celui-ci stimulera d'autres lecteurs à réagir aux articles paraissant dans notre bulletin.

C'est le mérite de la NSH d'œuvrer pour la cohésion nationale, notamment en soutenant le développement d'une culture authentiquement suisse. Cela ne va pas de soi. L'incontournable Ramuz, abstraction faite de ses mécènes de Winterthour, tournait le dos à la Suisse allemande et trouvait «étrange qu'une Université de langue française comme celle de Lausanne donne plusieurs de ses cours en allemand».

Louable en soi, la recherche de la cohésion nationale ne devrait pourtant pas se faire sur le dos des écoliers. Le canton de Zurich a raison d'accorder la priorité à l'enseignement de l'anglais à l'école primaire. Il faut donner à tous les enfants des écoles, y compris ceux qui n'entreront pas en secondaire, la chance d'apprendre une langue universelle, qui leur ouvre l'accès aux sciences, aux techniques et à un univers culturel d'une dimension inégalée dans d'autres langues. Les élèves progresseront rapidement dans l'apprentissage de cette langue, car ils seront motivés par le sentiment de faire quelque chose d'une utilité pratique et immédiate. Et cette forte motivation aidera à compenser la médiocrité de l'enseignement des langues dans notre pays.

C'est au niveau secondaire que l'effort doit porter sur l'enseignement du français en Suisse alémanique et de l'allemand en Suisse romande. Il faut à cet égard surmonter deux importants obstacles:

Premier obstacle, l'antipathie qui n'est pas générale, mais tout de même très répandue chez les élèves pour l'étude des autres langues nationales. Les Suisses alémaniques ne voient pas l'utilité d'apprendre le français, une langue qui leur paraît sur son déclin. Les réticences des Romands à l'égard de l'allemand tiennent notamment au fait que l'allemand symbolise la domination alémanique sur la Suisse et que l'étude de cette langue difficile n'est pas gratifiante, puisqu'il faut, en plus, apprendre le dialecte pour dialoguer avec les Alémaniques.

Deuxième obstacle, et j'y reviens, le niveau généralement médiocre de l'enseignement des langues dans notre pays, qui se pique pourtant d'être le parangon du plurilinguisme. Cette situation tient en partie au refus des cantons de dégager les ressources nécessaires, en partie aussi au manque de qualification et à l'immobilisme des enseignants. Dans la majorité des cas, le français et l'allemand continuent d'être enseignés comme des langues mortes par des maîtres(ses) dont ce n'est pas la langue maternelle et qui sont résigné(s) à leur sort. Avec quels résultats? Après des années d'étude, nos gymnasiens sont incapables de converser en allemand et le peu qu'ils savent dire est imprégné d'un irrépressible accent genevois ou vaudois. Par contraste, les nombreux étudiants d'Europe de l'Est et d'Asie centrale avec lesquels j'ai conversé parlaient couramment l'anglais, le français ou l'allemand, et cela sans accent, ce qui constitue un tour de force si l'on connaît la puissance de l'accent tonique dans les langues slaves. Le secret de cette réussite pédagogique, c'est essentiellement l'utilisation sur une grande échelle de laboratoires de langues, que les cantons répugnent à financer et qui dérangerait le train-train des enseignant(e)s suisses. Au lieu d'essayer de remettre en cause la primauté de l'anglais, la NSH – avec d'autres partenaires éclairés – devrait s'efforcer d'amener la Confédération à subventionner l'enseignement des langues nationales, tout en imposant certaines normes minimales aux cantons.

Une autre mission de la NSH pour renforcer la cohésion nationale serait de susciter dans les diverses régions linguistiques de notre pays de la sympathie pour les autres langues nationales. On peut imaginer divers moyens pour le faire. Je me bornerai à citer l'excellente présentation du dialecte alémanique que Madame Walliser a faite récemment au Groupe vaudois de la NSH. Pourquoi ne pas l'inviter à parler dans tous les gymnases romands? *Daniel Kaeser*

Médias et conscience nationale

Les Rencontres suisses-Treffpunkt Schweiz présente samedi, 29 avril, à 15h., au Salon du livre de Genève, un livre sur: De la Suisse dans les idées (médias et conscience nationale). Cette publication, placée sous la responsabilité de Christophe Büchi, membre de la NSH et des Rencontres suisses, réunit des contribu-

tions de 17 auteurs – des journalistes ainsi que les politiciens Alain Berset, Martine Brunschwig Graf et Charles Favre – et sort aux Editions de l'Aire à Vevey. Les membres de la NSH sont cordialement invités à se joindre à cette présentation, en présence des auteurs.

Eloge funèbre Robert Schnyder von Wartensee

Après une longue et douloureuse maladie assumée avec sérénité, notre collègue Robert Schnyder von Wartensee est décédé à Morges, le 16 décembre 2005, dans sa 89e année.

Le défunt, qui a présidé le Comité central de la NSH de 1985 à 1987, a œuvré toute sa vie à développer l'esprit de dialogue. Il l'a fait à titre professionnel, en sa qualité de consultant, mais plus particulièrement encore au sein de la NSH. C'est ainsi qu'il a joué un rôle déterminant dans le cadre de la «Conférence prospective» organisée par la NSH en 1968, après les événements de mai 68, et qui a publié ses résultats en 1973. En 1981, il a dirigé un colloque NSH sur les nouveaux mouvements contestataires des jeunes, survenus en 1980. A l'appel du Groupe de Winterthur, il a mis en route un processus de dialogue entre jeunes et adultes, ce qui a contribué à calmer le jeu dans cette ville.

Parfait bilingue français-allemand (et Schwyzertütsch), Robert Schnyder a rédigé l'introduction de l'annuaire 1981 consacré au Dialogue entre Suisses. Dans le cadre des premiers travaux préparatoires en prévision du 700e anniversaire de la Confédération en 1991, il a élaboré un ouvrage didactique proposant des règles du jeu pour la pratique du dialogue: «Rede mitenand, Die Spielregeln des Gesprächs».

Plus tard enfin, alors qu'il avait rejoint le Groupe Vaud, il a résumé et mis sur papier les réflexions de ce groupe sur l'identité suisse, qui ont été publiées dans l'annuaire 1997/98. Par la suite, il a encore participé activement aux manifestations du Groupe Vaud aussi longtemps que l'évolution de sa maladie le lui permettait.

Avec Robert Schnyder von Wartensee disparaît un homme qui a bien mérité de la NSH et du pays.

JCH

Calendrier des manifestations

Veranstaltungskalender

- **Freitag, 24.03.2006**, Eisenwerk, Frauenfeld, öffentliche Veranstaltung organisiert durch die Stiftung für eigenössische Zusammenarbeit, Pro Helvetia, Centre de Traduction Littéraire der Universität Lausanne und Kulturstiftung des Kantons Thurgau. Tagung zum Thema: **«4+1 übersetzen traduire tradurre translatar»**. Am Abend Podiumsdiskussion zur Mehrsprachigkeit und Verleihung des 8. «Prix Lémanique de la Traduction».
- **Samstag, 25.03.2006**, Eisenwerk, Frauenfeld, öffentliche Veranstaltung, organisiert durch Stiftung für eigenössische Zusammenarbeit, Pro Helvetia, Centre de Traduction Littéraire der Universität Lausanne und Kulturstiftung des Kantons Thurgau. Tagung zum Thema **«Rendez-vous der literarischen Übersetzung»**
- **Montag, 27.03.2006, 18.15h**, Käfigturm, Bern, Veranstaltungsreihe der NHG Bern. Thema: «Stadt und Land – der neue Röstigraben?». **«Die unterschiedliche politische Entwicklung von Stadt und Land. Rote Städte, bürgerliches Land?»**.
- **Jeudi, 30.03.2006, 12h. à 14h.**, Cercle de la Terrasse, Genève, en collaboration avec la Classe Industrie et Commerce de la Société des Arts: Déjeuner-Conférence du Professeur Phillippe Wanner (Uni-Genève), (2ème conférence du cycle sur la démographie), **«L'évolution des relations intergénérationnelles»**.
- **Lundi, 03.04.2006, 12h. à 14 h.**, Mandarin Oriental Hôtel du Rhône, Genève, à l'invitation du Club de Lundi, Déjeuner-conférence de M. P. Zahno, secrétaire général de Helvetia Latina: **«Assurer la diversité et le pluralisme (ou comment jeter des passerelles entre les quatre communautés linguistiques)»**.
- **Dienstag, 04.04.2006, 20.00h**, Restaurant Wartmann, Rudolfstr. 15, Winterthur, Referent Peter Arbenz, Unternehmensberater, ehemaliger Flüchtlingsdelegierter und Präsident Helvetas über: **«Ansturm auf die Festung Europa – von den modernen Migrationsbewegungen»**.
- **Jeudi, 27.04.2006, 12h. à 14 h.**, Cercle de la Terrasse, Genève, en collaboration avec la Classe Industrie et Commerce de la Société des Arts. Déjeuner-conférence de M. Dominique Frei, Directeur de l'Office cantonal (genevois) de la statistique (3ème conférence du cycle sur la démographie): **«Enjeux de l'évolution démographique pour Genève et sa région»**.
- **Mardi, 09.05.2006, 18.30h–20.30h**, Domaine de Penthes, Pregny/Chambésy, **Assemblée générale annuelle** du Groupe de Genève, suivie d'un débat sur le projet de fusion, (en présence de Mme D. Schaer, présidente de la NSH, et de M. N. Lundsgaard-Hansen, président des Rencontres Suisses) et d'une collation.
- **Freitag, 12.05.2006, 17.00h**, Hotel Aarauerhof, Aarau, **Delegiertenversammlung der NHG** mit gemeinsamem Nachtessen.
- **Samstag, 13.05.2006, 09.00h–16.00h**, Regierungsgebäude, Saal des Grossen Rates, Aarau, NHG-Kolloquium 2006: Im Rahmen der Veranstaltungsreihe **«Schweiz-EU»** zum Thema **«Perspektiven für den schweizerischen Föderalismus» – «Quelles conséquences sur le fédéralisme suisse?»**
- **Samstag/Sonntag, 20./21.05.2006**, Öffentliche Veranstaltung, organisiert durch NHG-Graubünden; **«Processing Projects»**. Detailinformationen folgen später.
- **Lundi, 29.05.2006, 12h. à 14h.**, Mandarin Oriental Hôtel du Rhône, Genève, à l'invitation du Club du Lundi, Déjeuner-conférence du Professeur François Walter (Genève). **«Le paysage national existe-t-il?»**
- **Dienstag, 13.06.2006, 20.00h**, Restaurant Wartmann, Rudolfstr. 15, Winterthur, Referent Herr Dr. oec. HSG Willy Oggier, Gesundheitsökonom, über: **«Probleme des schweizerischen Gesundheitswesens»**.
- **August/September 2006**, Winterthur, **Hauptversammlung der NHG-Gruppe Winterthur**. Detailinformationen folgen.
- **Dienstag, 24.10.2006, 20.00h**, Restaurant Wartmann, Rudolfstr. 15, Winterthur, Die Referenten Herr Dr. Luzi Schucan, Berufsbildungsamt Kanton Zürich und Erich Wohlwend, Koordinationsstelle Arbeitsprojekte Winterthur über: **«Jugendarbeitslosigkeit»**.
- **Dienstag, 14.11.2006, 20.00h**, Restaurant Wartmann, Rudolfstr. 15, Winterthur, Referent Mario Annoni, neuer Präsident der Pro Helvetia und alt Regierungsrat des Kantons Bern über: **«Was ist und was macht PRO HELVETIA»**.
- **Freitag, 08.12.2006**, Winterthur, Führung durch die Uhrensammlung Kellenberger mit Brigitte Vinzens, Konservatorin. Anschliessend gemeinsames Nachtessen. **«Klausabend»**. Detailinformationen folgen.

Eine dringende Bitte des Zentralsekretariats

- Bitte melden Sie dem Zentralsekretariat laufend Neueintritte, Austritte, Todesfälle und Adressänderungen. Nur so kann die Mitgliederdatei stets auf aktuellem Stand sein.
- Mitglieder, die sich zwar auf Ihrer Liste, aber nicht im Internet befinden, wurden keineswegs – wie häufig angenommen – aus der Datei gelöscht oder vergessen. Es handelt sich hierbei um Personen, die keinen Web-Eintrag wünschen, aber in der zentralen Datei aufgeführt sind. Die Anzahl der Mitglieder ohne Web-Eintrag ist bei jeder Ortsgruppe angeben.
- Gemeldete Mutationen werden erst nach ein paar Tagen im Internet sichtbar. Aus Kostengründen erfolgt die Datenkonvertierung nur ca. alle 2 Wochen.
- Für die Berechnung der Mitgliederbeiträge gilt als Stichtag der 30. Juni. Alle Ortsgruppen senden Ihre Mitgliederlisten bis spätestens Mitte August an das Zentralsekretariat, damit das Fakturieren fristgerecht vorgenommen werden kann. Das zeitaufwändige Abgleichen der Listen wird minimiert, wenn regelmässig alle Änderungen gemeldet werden.

Besten Dank für Ihre Kooperation!
Christine Hadorn, Zentralsekretärin

Prière de réserver:

- Assemblée des Délégués:
Vendredi 12 mai 2006 à Aarau
- Colloque de la NSH en 2006:
Samedi 13 mai 2006 à Aarau

De plus amples informations
suivront.

Bitte reservieren:

- Delegiertenversammlung der
NHG: Freitag, 12. Mai 2006
in Aarau
- NHG-Kolloquium 2006:
Samstag, 13. Mai 2006 in Aarau

Für beide Veranstaltungen folgen
nähere Informationen später.

Impressum

ISSN 1660 – 4296 / ISSN 0257 – 3830
Herausgeberin/Editrice: NHG/NSH
Redaktion deutsch:
Ruth Isler, Lindenstr. 122, 8307 Effretikon,
Tel. 052 343 29 31, Mail rislereffi@bluewin.ch
Rédaction française:
Corinne de Tschärner, 26, av. de Champel,
Genève, tél.: 022 830 25 30,
adresse électr. beco.tschärner@bluewin.ch

Adresse pour retours/Rücksendeadresse:
NHG/NSH, Alpenstrasse 26, Postfach, 3000 Bern 6

CONTACT no 20
Délai rédactionnel: le 30 juin 2006
Redaktionsschluss: 30. Juni 2006